

Prolifération des armes nucléaires

Le député a aussi signalé que l'Inde ne tire que $\frac{1}{4}$ p. 100 de son énergie de la fission nucléaire. Ma foi, monsieur l'Orateur, seulement 1 p. 100 de l'électricité du Canada provient de centrales nucléaires. En l'an 2000, cette production sera de l'ordre de 25 p. 100. Ce n'est pas une raison pour arrêter notre programme nucléaire maintenant et dire que ce n'est pas un volume important.

On a aussi dit que la recherche et le développement en matière d'énergie n'étaient pas poussés dans notre pays autant qu'ils devraient l'être. Cela est faux, monsieur l'Orateur. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) a annoncé il y a seulement un mois à la Chambre que 10.6 millions de dollars supplémentaires seraient affectés à la recherche et au développement en matière d'énergie pour prévenir nos besoins d'ici dix ou vingt ans. Les autres sources d'énergie dont nous parlons, l'énergie géothermique, marémotrice, solaire et le reste, font maintenant l'objet de recherche mais nous n'en verrons les résultats que dans dix, vingt ou trente ans.

Le député de Greenwood (M. Brewin) a aussi fait quelques observations qui sont à mon avis trompeuses et inexactes. Il a cité un homme de science en vue qui aurait prédit une catastrophe imminente. S'il y a une catastrophe, elle ne viendra pas de ce que le Canada aura vendu des réacteurs CANDU aux pays en voie de développement.

Une voix: La catastrophe est là-bas.

M. Maine: Monsieur l'Orateur, la catastrophe est de l'autre côté de la Chambre, chez les néo-démocrates.

Le député a également parlé de la condition voulant que les gouvernements puissent être tenus de renvoyer le combustible usé, ainsi que de la raison d'être de cette condition. Rien ne nous force à accepter de récupérer le combustible usé, processus qui peut se révéler coûteux. Il se peut que cela ne soit ni nécessaire, ni essentiel, ni économique, ni même possible. Pourquoi nous engager à accepter une entente par laquelle il nous faudrait récupérer jusqu'à la dernière once de combustible usé?

En conclusion, monsieur l'Orateur, j'aimerais résumer en disant que l'opposition, dans certaines de ses déclarations générales, a induit selon moi la Chambre en erreur en prétendant que la voie dans laquelle nous nous engageons n'est pas la bonne; au contraire, c'est la bonne et j'y souscris entièrement.

M. Douglas Roche (Edmonton-Strathcona): Monsieur l'Orateur, le député de Wellington (M. Maine) nous a fait connaître le point de vue d'un homme de science. Je ne pense pas qu'il veuille nous faire croire que c'est le seul point de vue scientifique qui existe. Je me permettrai de lui citer d'autres hommes de science qui ont une opinion diamétralement opposée à la sienne, dont certains nous ont prévenu des possibilités suivantes.

Je vous demande d'imaginer ce qui arriverait si une bande de terroristes d'un pays en voie de développement volaient une certaine quantité de plutonium—ce qui n'est pas difficile à faire—d'un réacteur nouvellement installé et construisaient un engin nucléaire, ce que même des amateurs peuvent faire. Ils le chargent à bord d'un avion et ils survolent Londres au New York en exigeant une somme d'argent astronomique. Les New-Yorkais ou les Londoniens ne seraient pas les seuls menacés; le monde entier serait à leur merci et personne nulle part ne serait en sécurité.

Je trouvais ce scénario un peu trop alarmant mais l'évolution est si rapide dans le monde spécialisé de la technique nucléaire que je pense qu'il faut mettre les gens en

[M. Maine.]

garde contre les graves dangers qui menacent de plus en plus le monde entier.

Le Canada est très engagé. Nous sommes devenus un des principaux exportateurs de produits nucléaires—et surtout d'uranium, de matériel nucléaire, en particulier de réacteurs CANDU, comme le fait remarquer la motion à l'étude, et de techniques nucléaires.

À la fin de cette année, il y aura 650 réacteurs atomiques en activité dans 38 pays du monde. En plus des principales puissances nucléaires comme l'Union soviétique, les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et la Chine, une douzaine de pays sont sur le point de devenir des puissances nucléaires. Certains pays n'ont pas ratifié le traité de non-prolifération; cela sort évidemment du cadre de la participation canadienne, mais notre pays est manifestement dans la course à l'exportation des techniques nucléaires.

L'ancien ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources qui est actuellement ministre des Finances (M. Macdonald) a révélé à la Chambre la politique nucléaire du gouvernement actuel le 20 décembre 1974; il a dit que le gouvernement canadien était dans la course aux avantages économiques à retirer de la vente d'éléments et de services techniques de pointe à l'étranger. J'aurais bien voulu voir le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacEwen) citer des extraits de ce discours pour justifier la politique canadienne. Je trouve déplorable qu'il se rabatte sur un argument moral pour justifier la politique canadienne d'exportation de matériel nucléaire, sous prétexte qu'elle aide les pays du Tiers-Monde à se développer. S'il veut prétendre à tous prix qu'il est de notre responsabilité d'aider les pays en voie de développement, il aurait mieux fait de trouver des moyens réalistes qui permettent au Canada d'assumer cette responsabilité.

J'espérais que le ministre baserait ses arguments sur la conférence du droit de la mer, par exemple, qui se tient en ce moment au Palais des Nations Unies à New-York. Ce serait sûrement une meilleure façon d'aider les pays en voie de développement—en exploitant les ressources minérales du fond de la mer ainsi que celles du plateau continental au-delà de la zone économique canadienne de 200 miles au large de nos côtes. En chargeant un organisme international d'utiliser ces ressources minérales ou en adoptant un plan concret de partage des bénéfices pour le faire, on aiderait efficacement le Tiers-Monde à se développer. Ce serait pour nous un moyen plus efficace et plus réaliste d'assumer nos responsabilités.

Je ne pouvais en croire mes oreilles lorsque j'entendais le ministre insister autant sur la responsabilité que nous avons d'aider les nations en voie de développement en exportant notre technologie. Je tiens dans mes mains la fascicule sur la politique officielle du Canada intitulé *Stratégie de coopération au développement international, 1975-1978*, que le ministre a présenté à la septième séance spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies et qui reconferme le nouvel ordre économique auquel le Canada souscrit.

Lorsque le gouvernement nous présente l'exportation de la technologie nucléaire sous le couvert de l'aide aux pays en voie de développement, je dis que c'est une façon de masquer le véritable motif que l'ancien ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a dévoilé lorsqu'il a déclaré que nous voulions vendre les réacteurs CANDU. J'aimerais que le gouvernement expose la situation franchement. Ou bien nous le faisons parce que nous voulons aider les pays en voie de développement ou bien c'est pour